



Activisme des groupes armés et poussée des conflits identitaires entre les Nande et les Hutu en Territoire de Lubero

Augustin Kahindo Muhesi¹

Résumé

Cet article a pour objet l'analyse du rôle des groupes armés dans les conflits identitaires entre les Nande et les Hutu actifs en Territoire de Lubero. Outre cet aspect, cette étude se penche non seulement sur les causes de l'activisme des groupes armés, mais aussi sur les motivations des conflits identitaires dans cette partie de la Province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo. Il ressort que les groupes armés (FDLR et Mai-Mai Mazembe) ont exacerbé les conflits identitaires en recourant à la violence pour essayer de départager les Nande et les Hutus. Ces groupes armés ont incorporé la violence dans la compétition tribale entre les Nande et les Hutus. Par ailleurs, les motivations politiques, les ambitions, les logiques identitaires et auto défensives et les raisons de survie expliquent l'activisme des groupes armés en Territoire de Lubero. Tout compte fait, la gestion des droits liés à la terre, les considérations autochtones ou allochtones et les dimensions ethniques sont les principales causes des conflits identitaires dans ce Territoire.

Mots-clés : Groupes armés, conflits identitaires, Nande, Hutu, Mai-Mai

Abstract

This article aims at the analysis of the role of armed groups in the identity conflicts between Nande and Hutu people in Lubero Territory. Apart from this aspect, this study focuses not only on causes of activism of armed groups, but also on the motivations of identity conflicts in this part of North-Kivu Province in the Democratic Republic of Congo. It is shown that the armed groups (FDLR, Mai-mai Mazembe) have exacerbated the identity conflicts in referring to violence by trying to separate Nande and Hutu. These armed groups have incorporated violence in the tribal competition between Nande and Hutu people. However, the political motivations (the ambitions, the identity logics and self defensives and the food raisons (survival) explain the activism of armed groups in Lubero Territory. Thus, the management of rights linked to land, the autochtone or allochtone considerations and the ethnic dimensions are the main causes of identity conflicts in this territory.

Key words : Armed groups, identity conflicts, Nande, Hutu, Mai-Mai.

¹ Augustin Kahindo Muhesi est Professeur Associé à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Goma, Goma, Nord-Kivu, République Démocratique du Congo : augustinkahindomuhesi@gmail.com.

Introduction

Depuis plus de trente ans, l'est de la République Démocratique du Congo fait face à des groupes armés mus par différentes motivations (cf. Berghezan et Zeebroek, 2011: 21-29). Il y a d'abord des groupes armés étrangers : les Forces Nationales pour la Libération du Burundi (FNL), les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), les Ex-Forces Armées Rwandaises (Ex-FAR), les Interamwe ainsi que les Forces Démocratiques Alliées (ADF).

Il y a ensuite, les groupes armés nationaux et/ou locaux. La Province du Nord-Kivu, par exemple, en compte plusieurs. Dans le Territoire de Walikale, les groupes ci-après sont actifs : Mai-Mai Tcheka, Mai-Mai Kifuafua et Mai-Mai Raia Mutomboki. En Territoire de Masisi, on répertorie les groupes armés suivants : l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), Guides/FDC et Nyatura. Dans le Territoire de Rutshuru, on dénombre : l'Union pour la Révolution du Congo (URC), le Mouvement Populaire d'Autodéfense (MIPA) et les Mai-Mai du Colonel Shetani. En Territoire de Beni, on constate la présence des groupes armés tels que les Éléments du colonel Hilaire et colonel Nyoro, les Mai-Mai Mayangose, etc. Enfin, dans le Territoire de Lubero, on note la présence des groupes armés : la Coalition Mai-Mai des Patriotes Résistants Congolais (PARECO)/ La Fontaine, le Groupe Muhambalyaki, Corps du Christ, Mai-Mai Saperita, Duma-Defense et Mai-Mai Mazembe, etc. (cf. Paluku Kahongya, 2016 : 392-393). Tous ces groupes participent à la gouvernance sécuritaire de la région.

En 2006, la République Démocratique du Congo s'est engagée dans la démocratisation. Parallèlement, la Loi n°04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement des partis politiques a autorisé la transformation d'anciens mouvements rebelles en partis politiques². Après la tenue de premières élections jugées démocratiques et transparentes par nombreux observateurs, un vaste programme de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réhabilitation et Réintégration (DDRRR) a été amorcé. On peut

² L'article 35 de cette loi dispose : « *Les partis politiques et les ex-mouvements rebelles signataires de l'Accord Global et Inclusif sur la Transition en République Démocratique du Congo ayant déclaré leur existence au Ministère de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité conformément à la décision du Conseil des Ministres du 19 septembre 2003, jouissent de la personnalité juridique et continuent à fonctionner dans le cadre de la présente loi. Le Ministre ayant les Affaires Intérieures dans ses attributions est tenu de leur délivrer un Arrêté d'enregistrement.* »

citer les initiatives du CONADAIR et de la Mission des Nations Unies au Congo. En dépit de certains résultats découlant de ces programmes, les groupes armés demeurent actifs à l'est de la RDC. Ils se métamorphosent au fil des temps. Les uns se scindent, d'autres s'unissent. D'autres encore se créent. Ainsi parle-t-on, à titre illustratif, des Mai-Mai Mazembe dans le Territoire de Lubero.

Dans ce Territoire, la situation sécuritaire reste dominée par la persistance de l'instabilité dans la majeure partie de ces entités -Chefferies et Groupements- à cause de l'activisme permanent des groupes armés locaux. Ce sont principalement les Nduma Defence of Congo (NDC/Renové), l'Union des Patriotes pour la Libération du Congo (UPLC), le Front des Patriotes pour la Paix Armée du Peuple (FPP/AP) et d'autres groupes faiblement structurés disséminés sur cet espace.

Malgré les efforts de neutralisation de ces groupes par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo appuyées par la MONUSCO, ils demeurent néanmoins actifs et sèment la terreur dans environ 25 % du Territoire de Lubero. Dans les différents espaces sous leur contrôle, ils y ont installé une administration parallèle. Ils perçoivent illégalement des taxes et des redevances coutumières. Ils contraignent les populations aux travaux forcés ou des corvées assorties des tortures et des amendes exorbitantes. Certains groupes armés ont même instauré un monopole de vente des biens tels que la cigarette, les boissons alcoolisées, etc. Dans certains endroits regorgeant des ressources naturelles, les groupes armés s'adonnent à l'exploitation et à la commercialisation des minerais et du bois.

Bien plus, ces groupes armés à dominance ethnique sont régulièrement cités dans les conflits ethniques qui déciment la région. Entre 2016 et 2018, les motivations premières de la création et de l'activisme de ces organisations prohibées étaient notamment la traque des FDLR et la demande de l'alternance démocratique à la Présidence de la République. Curieusement, les FDLR n'opèrent plus en Territoire de Lubero. Et, les élections présidentielles et législatives ont lieu entre 2018 et 2019.

Eu égard à ce qui précède, la question centrale est la suivante : Quel est le rôle des groupes armés dans les conflits identitaires en Territoire de Lubero ? Deux questions supplémentaires s'ajoutent : Quels sont les facteurs explicatifs de l'activisme des groupes armés en Territoire de Lubero ? Quelles sont les causes des conflits identitaires en Territoire de Lubero ?

Au regard des développements précédents et des résultats des investigations exploratoires, cette étude vérifie trois hypothèses. *Primo*, les groupes armés

FDLR et les *Mai-Mai Mazembe* auraient exacerbé les conflits identitaires en recourant à la violence pour départager les *Nande* et les *Hutus*. Ils auraient intégré la violence dans la compétition tribale entre les *Nande* et les *Hutus*. *Secundo*, les logiques politiques et identitaires, les prétentions auto défensives ainsi que les raisons de survie expliqueraient l'activisme des groupes armés en Territoire de Lubero. *Tertio*, la gestion des droits liés à la terre et les « *stratégies identitaires* » reposant sur le clivage en termes d'autochtones ou allochtones seraient les principales causes des conflits identitaires en Territoire de Lubero.

Ce travail élucide les liens entre l'activisme des groupes armés et les conflits identitaires entre les *Nande* et les *Hutus*. Il permet une meilleure identification des acteurs, des causes et des enjeux des conflits identitaires en Territoire de Lubero et de l'activisme des groupes armés. Enfin, il s'agit d'évaluer le potentiel de paix qu'ont les acteurs des conflits identitaires en Territoire de Lubero.

Analyser le rôle des groupes armés dans les conflits identitaires entre les *Nande* et les *Hutus* en Territoire de Lubero requiert l'invitation d'une méthode appropriée. A cet effet, la méthode stratégique (Plane, 2013 : 85) s'avère pertinente. De fait, Michel Crozier et Erthand Friedberg (1977 : 50) saisissent toute organisation comme un *royaume des relations de pouvoir, de l'influence, du marchandage et de calcul et comme un construit humain qui n'a pas de sens en dehors des rapports de ses membres*.

Cela étant, les groupes ethniques et les milices qui sont au centre de la gouvernance sécuritaire à Miriki sont des organisations où s'observent des relations de pouvoir et des interactions dynamiques entre les acteurs. A cet effet, il est intéressant de décrypter non seulement le processus des pulsions identitaires, mais aussi les logiques de recours à la violence.

Ensuite, nous regardons les relations ou la cohabitation entre les *Nande* et les *Hutus* comme une sorte de jeu investi par des acteurs, des règles, des ressources et des pratiques. Les acteurs sont des personnes ou des groupes qui agissent ou réagissent au sein du système en fonction de la poursuite des objectifs affichés ou inavoués. Dans les conflits identitaires à Miriki, ce sont les leaders communautaires, les chefs des milices, les autorités politico-administratives et les acteurs des sociétés civiles. Leurs paroles, leurs gestes et leurs actions ont influencé la dynamique conflictuelle. La mobilisation de leurs ressources a impacté l'environnement sécuritaire à Miriki (cf. Dion Stéphane, 1993 : 994-1008).

L'outil reposant sur les trois P, outil pensé par John Paul Lederach permet de répondre aux questions liées aux personnes/acteurs, au processus et au problème

déclencheur des conflits (Laderach cité par Neufeldt et al., 2002 : 61). *Le premier P ou les personnes* : Ici, ce sont les dimensions relationnelles et psychologiques du conflit qui sont identifiées. Concrètement, on s'est intéressé aux sentiments des acteurs, à leurs émotions ainsi qu'à leurs perceptions individuelles et collectives du problème ayant déclenché la violence à Miriki.

Le deuxième P ou le processus : C'est la trajectoire empruntée par les conflits identitaires qui est intéressante en vue de mieux en cerner les manifestations, les enjeux et les acteurs. Il s'avère que le processus des conflits identitaires à Miriki est parsemé d'actes de violence, de l'invitation des groupes armés et des interventions des autorités étatiques. *Le troisième P ou le Problème* : C'est l'objet des conflits identitaires à Miriki qui est éclairci. En effet, les conflits identitaires sont révélateurs des divergences des valeurs, de modification des pratiques sociales, d'insatisfaction des besoins, de poursuite d'intérêts antagonistes et de différences significatives de distribution ou d'accès à la terre comme ressource rare. Il s'agit d'identifier ce qui motive les acteurs à recourir à la violence. La méthode géopolitique a également été sollicitée. En effet, chaque fois qu'il y a tension, conflit, guerre, négociation, crise, il faut se poser les questions suivantes : Qui veut quoi ? Avec qui ? Comment ? Et pourquoi ? Identifier les acteurs, analyser leurs motivations, décrire leurs intentions, repérer les alliances en gestation ou, au contraire, les alliances en voie de déconstruction, que ce soit au niveau local, régional, continental ou international, tel est bien l'horizon méthodologique de la géopolitique (Thual, 1996 : 4).

Au cours de cette recherche, l'objectif des entretiens semi-structurés était de recueillir les informations, les points de vue, les réflexions et les observations des personnes-ressources. Comme le nombre de personnes ciblées par les entretiens n'était pas fixé au préalable, seule la saturation a arrêté les enquêtes.

Cette étude a recouru à l'exploitation des documents écrits : les livres d'histoire -faits du passé-, les documents officiels -correspondances archives, décisions-, publications abstraites sur les conflits et la construction de la paix. En effet, selon Pourtier (2007 : 95), « [...], *force est de constater qu'en certaines circonstances historiques, leur instrumentalisation politique devient une composante majeure de la dynamique des conflits.* »

Étudier la violence collective est un exercice complexe. Elle requiert le recours à plusieurs disciplines telles l'histoire, la géopolitique, la géostratégie, la polémologie, etc. Cependant, ces différentes disciplines fournissent des explications souvent parcellaires. L'expérience fait apparaître six types

différents d'utilisation de la violence : une violence engagée, organisée et mise en œuvre pour servir une cause ; une violence insurrectionnelle et populaire ; une violence institutionnalisée et pratiquée par un pouvoir totalitaire ; une violence mafieuse utilisée par des criminels ; une violence psychotique atteignant des individus perturbés par d'autres violences, la non-violence (Frankart et Patry, 2002 : 28).

En somme, chaque logique de violence susmentionnée ou identifiée est déclenchée par des causes spécifiques et met en jeu différents acteurs porteurs mus par des motivations fort diversifiées. Ce faisant, la violence engagée est celle qui résulte d'une volonté pensée et instrumentalisée par une volonté individuelle ou collective pour atteindre des objectifs. La violence engagée est l'œuvre des milices et des groupes paramilitaires. Leur motivation profonde est l'affirmation identitaire. Les conflits entre les *Nande* et les *Hutus* en Territoire de Lubero illustrent la violence engagée. En effet, les deux groupes ethniques ont recouru dans leurs stratégies aux groupes armés.

Il y a par ailleurs, les paradoxes de la réforme du secteur de la sécurité, lesquels revêtent la dimension politique et étatique, c'est que la question de la sécurité du Nord-Kivu et en particulièrement en Territoire de Lubero représente un enjeu politique. Pour certains politiciens *Nande*, opposés au régime de Kabila, il s'agit de l'illustration que le régime veut exterminer les *Nande*. Pour certains politiciens *Hutu*, la chasse des *Hutus* montre l'esprit anti-tribal des *Nande*. Bien plus, certains agents de sécurité de l'État ont joué des rôles ambigus dans la gestion des conflits identitaires en Territoire de Lubero.

Pour certains régimes, la sécurité est un problème plus qu'une solution. Il s'agit des régimes qui obtiennent des « profits politiques » d'une insécurité interne qu'ils alimentent en retour par leur laxisme ou par des manœuvres insidieuses (Vircoulon, 2007 : 182).

La sécurité des personnes et de leurs biens est une de grandes missions de l'État. L'article 16 de la Constitution de 2006 stipule : « *La personne humaine est sacrée. L'État a l'obligation de la respecter et de la protéger. Toute personne a droit à la vie, l'intégrité physique ainsi que qu'au libre développement de sa personnalité dans le respect de la loi, de l'ordre public, du droit d'autrui et des bonnes mœurs. [...]* » Telle est la dimension institutionnelle en ce qui concerne la sécurité humaine.

La reconstruction de la sécurité se trouve en face du paradoxe étatique qui est celui de la partie et du tout. Il est rare que l'appareil sécuritaire soit le seul fragment du système public à rebâtir. C'est l'ensemble de l'appareil d'État qui

dysfonctionne et nécessite une action réparatrice (Vircoulon, 2007 : 185). Il se pose donc un problème relatif à la nature et au degré de l'intervention de l'État dans la gestion de la conflictualité en Territoire de Lubero.

L'image de l'armée congolaise en tant que force corrompue et inefficace est trompeuse. Il est trop facile de personnaliser ces traits, suggérant que ce sont des caractéristiques inhérentes aux soldats et non le produit des circonstances dans lesquelles ils fonctionnent. En fait, les soldats sont très peu payés et de façon irrégulière. Ils reçoivent un traitement médical dérisoire, et les conditions de vie de leurs familles sont souvent extrêmement misérables (Groupe d'étude sur le Congo, 2019).

I. Étiologie de l'activisme des groupes armés en Territoire de Lubero

En dépit des opérations du désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réhabilitation et de réintégration initiées par les partenaires internationaux et aussi par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, les groupes armés restent actifs en Territoire de Lubero et dans bien d'autres contrées.

I.1. Cartographie des groupes armés

Les groupes armés en étude sont situables dans certains espaces du Territoire de Lubero. Les localisations mouvantes de ces groupes correspondent à leur fragmentation et/ou à leur instabilité. Tenant compte de plus de détails, la carte de la Province du Nord-Kivu peut prendre la configuration suivante.

Figure 1. La Province du Nord-Kivu



Source : https://www.caid.cd/graphics/province/11_Nord-Kivu.png, téléchargé le 13 mai 2021.

Le Territoire de Lubero est subdivisé en trois Chefferies -Bamate, Baswagha et Batangi- et en un secteur –Bapere-. Les Villages de Miriki (I, II et III) où se sont déroulées les violences entre les *Nande et les Hutu* se trouvent dans la Chefferie de Batangi et en Groupement Itala. A l’intérieur de ces contrées, l’on peut situer les groupes armés en étude qui ont tendance à se confronter du côté de l’identitaire, nande et hutu, à savoir les Mai-mai et les FDLR.

I.1.1. Les Mai-mai

Le terme « *Mai-mai* » vient du *Swahili* « *mai* » qui signifie « *eau* ». Il est synonyme à « *Mayi* » en *Lingala*, qui veut dire « *eau* ». La symbolique de l’eau renvoie à une formule magique supposée protéger les combattants *Mai-mai* contre les balles au cours des combats contre les ennemis -généralement les forces régulières-. En effet, les miliciens *Mai-mai* croient en l’invulnérabilité face aux balles comme conséquence d’utilisation de leur eau et d’autres gris-gris. C’est pourquoi les *Mai-mai* détiennent des petits bidons ou des bouteilles d’eau quand ils combattent. Cette eau mystérieuse est préparée par un personnage mythique dénommé « *Munganga* », c’est-à-dire guérisseur, par les combattants.

Les *Mai-mai* sont des troupes d'autodéfense populaire nées en 1993 au Nord-Kivu pour contrer la montée de la MAGRIVI, *Mutuelle des Agriculteurs des Virunga* s'étant adonnée dans une épuration ethnique des autochtones *Hunde, Nyanga, Tembo, Nande*. Ils avaient été initiés aux rites fétichistes guerriers par les ressortissants *Ngilima*, une tribu de la forêt de Walikale et Bafwasende. Les *Mai-mai* avaient été combattus par les FAZ manipulés par les magrivistes *Hutu* lors de l'opération *Mbata* en 1993.

A l'avènement de l'AFDL, certains *Mai-mai* avaient appuyé les Forces Armées Zairoises (FAZ) en débandade à Goma, tandis que d'autres, les Kasindiens étaient représentés au bureau de l'AFDL par Kisase Ngandu. Celui-ci facilita les autres groupes *Mai-mai* à embrasser l'Alliance et à faire front commun contre Mobutu. C'est le cas de Kaganga qui opérait au bord du lac Edouard.

Le désamour *Banyamulenge-mai-mai* et la mort de Kisase permit à nombreux *Mai-mai* du Grand-Nord-Kivu de regagner le maquis, tandis que d'autres groupes se firent enrôler dans l'armée de l'AFDL et participèrent à la libération du Congo souvent sur la première ligne, les fameux *kadogo* (Mumbere Misugho et al., 2017 : 142).

Depuis la deuxième guerre dite de libération opposant les anciens alliés de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la libération du Congo/Zaire, plusieurs groupes *mai-mai* ont foisonné dans le Grand-Nord-Kivu. Il s'agit du groupe Lolwako Kopokopo (RNL), Résistance Nationale Lumumbiste basé à Vurondo, Groupement Malio, Chefferie Bashu, Territoire de Beni ; du groupe Mudohu Kukumana (Front de Résistance Lumumbiste, FRL) basé à Muhola, des PARECO (Patriotes Résistants Congolais) ou la Brigade raisonneur de la Fontaine Sikuli, quartier général de Muhanga-Bunyatenge, de la Brigade de Vita Kitambala, basée à Kasugho, de la faction Simba, un groupe résidu des mulélistes basé à l'extrême ouest du Territoire de Lubero, dans le Parc National de la Maiko.

Cette liste n'est pas limitative, car les groupes se fragmentaient de plus en plus suite au jeu des intérêts. Pour survivre, ces groupes multiples ont été trempés (sic) dans la prédation en échangeant leur butin contre les armes et munitions. Ils se sont investis dans des carrés miniers où ils vivaient de la taxation et de l'exploitation directe des minerais. Le groupe de Lafontaine a été accusé de coopérer avec le missionnaire italien Giovanni Puimati basé à Muhanga (Mumbere Misugho et al., 2017 : 142), de se livrer à la vente des ivoires et des matières premières tels que l'or.

I.1.2. Les FDLR

Les Forces Démocratiques pour la Libération au Rwanda (FDLR) se sont implantées dans le Parc National des Virunga et dans le Territoire de Lubero après leur traque par les APR en 1996 des camps de Goma et environs. Dans les confins de Lubero, les FDLR se sont livrées à des pillages pour vivre. Elles rasaient les villages et récoltaient les champs des paysans qui les surnommèrent (*Visolomi*, récolteurs). Elles pillaient les passants de la route Goma-Butembo et violaient les femmes congolaises à loisir. Elles ont occupé les sites miniers de Lubero, les ont exploités et ont commercialisé leur produit » (Mumbere Misugho et al., 2017 : 143).

« Les rapports du groupe d'experts des Nations-Unies sur le pillage des ressources congolaises reconnaissent l'implication des FDLR, Interahamwe dans l'exploitation minière en Territoire de Lubero : Kasugho, Bunyatenge, Lutunguru, anciens sites de la MGL abandonnés ; la commercialisation des minerais provenant des territoires qu'ils contrôlent à Manguredjipa. A Luofu, ils ont exploité les bois, produit des planches et du charbon qu'ils sont parvenus à vendre à Goma. Ils ont pu faire des épargnes et des transferts d'argent à leurs familles retournées au Rwanda. De Miriki, les FDLR ont produit, transporté et commercialisé le cannabis ou la marijuana (Kasolene, 2016). »

D'ailleurs, en 2009, le même groupe d'experts de l'ONU (S/2009/603 : 9) avait déjà écrit : « *Les FDLR dans le Lubero se sont alliés au mai-mai Kakule Sikuli Lafontaine en opérant séparément et en collaboration avec le RUD-Irunana [Rassemblement pour l'Unité et la Démocratie, une fraction FDLR]. Leur circuit local d'approvisionnement et de logistique ayant été interrompu, les FDLR ont essayé de s'adapter en lançant de petites attaques contre les populations civiles vulnérables en vue de piller et de prendre des otages pour en exiger une rançon.* »

Tableau 1. Cartographie des groupes armés locaux opérant en Territoire de Lubero

N°	GAL	LEADERS	QG	LOCALISATION
01	NDC/R	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Guidon ▪ Tondeze Nyolanyola 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Irameso (Walikale) ▪ Bunyatenge (Lubero) 	Mbughavyinywa, Kanyatsi, Kyuto, Busekera, Masika, Karambi, Kitetsa, Pitakongo, Muhanga, Fatua, Mitoya
02	UPDI/ KITETE	Kitete Bushu	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Kimaka 	Miriki, Kaghumo, Bunana, Buleusa, Kanune, Buhenge/ Kataro, Kalevya, Luhanga, Katiri, Lusogha
03	UPDI/ KASHEKE	Kasheke	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Kyambuli 	Mirangi, Mine, Lusogha, Birundule
04	FPP/AP	Kabido Safari	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Kateku ▪ Kinyatsi 	Miveya, Kataro, Kinyatsi, Masumo, Vusa, Vwaleyire, Kilau, Kighali, Mambung, Isokolo, Kitokolo, Ngoma, Kivugha, Kasiyiro, Kelekele, Makoko, Munoli, Kasinga, Vusamba, Mabambi, Vusayi
05	UPLC	Kilalo Jackson	Ndwali	Vuhoyo, Chondo, Chamika, Kamandi-lac, Marestora, Kiserera, Byanze, Kandole, Kiribata, Kipese
06	GROUPE SALONA	Salona	Miveya	Karambi, Kitobindo, Mwekwe, Kasingiri, Lukuka
07	GROUPE SIMBA	Luc	Ombole	Partie nord-ouest du Secteur des Bapere et sud du Territoire de Mambasa en Province de l'Ituri
08	MAI-MAI KYAHANDA YIRA			

Source : Nos enquêtes d'entre 2018 et 2019.

Les informations contenues dans ce tableau méritent d'être complétées par des commentaires qui participent à une meilleure connaissance de ces différents groupes armés. Premièrement, l'histoire des Nduma defense of Congo/ Rénové (NDC/ R) est liée à celle des NDC. Le NDC est un groupe armé fondé par Monsieur Ntabo Ntaberi Sheka en Territoire de Walikale en 2009³. Cette milice est active en Territoire de Walikale et protège la tribu Nyanga. Elle est impliquée dans l'exploitation des mines.

Le NDC/R est un groupe armé issu de la dissidence du NDC. Son dissident Guidon a mis en place le NDC/R. C'est ce dernier groupe armé qui est actif en Territoire de Lubero. Il est très actif et virulent. Il détient un équipement

³ Walikale est un des Territoires de la Province du Nord-Kivu.

impressionnant, composé d'armes et munitions. Ses éléments sont vêtus en tenues semblables à celles des Forces Armées de la République Démocratique du Congo. Monsieur Tcheka est un dissident des FDLR. Lui et son NDC les ont chassés du Territoire de Walikale. Ils ont même tué nombreux de ces combattants rwandais.

I.2. Les raisons de l'activisme des groupes armés

Il existe plusieurs raisons d'activisme armé. On peut les ranger en deux catégories : les motifs avoués et les motifs inavoués, notamment politiques, fonciers, de survie.

I.2.1. Les raisons politiques

Au Nord-Kivu, les différents groupes ethniques se livrent permanemment à une compétition pour le contrôle des leviers du pouvoir politique sur les échiquiers provincial et national. Dans cette dynamique, tous les moyens semblent bons pourvu qu'ils permettent à un groupe ethnique de l'emporter sur un autre.

En Territoire du Lubero, l'affrontement entre les *Hutus* et les *Nande* s'inscrit dans ce cycle de rivalités permanentes. D'une part, les *Nande* considèrent les *Hutu* comme des envahisseurs. D'autre part, les *Hutu* considèrent les *Nande* comme des xénophobes. Aucune étude sérieuse de l'évolution politique au Congo-Kin ne peut laisser de côté le difficile problème du « tribalisme », ou de tout ce que l'on peut encore appeler « l'ethnicité ». C'est l'un des problèmes majeurs qui met en question l'existence même de l'entité congolaise (Crawford Young, 1965 : 108).

« S'il est vrai que le problème sécuritaire en Province du Nord-Kivu ne concerne pas seulement la communauté *Hutu*, plus particulièrement [...] ses membres au sud de Lubero. Ce dont à quoi nous sommes en train d'alerter toute l'opinion ici, c'est le caractère purement xénophobe et génocidaire des dits massacres combinés aux discours d'incitation à la haine tribale et autres faits réels de certains leaders *Nande* envers nous et la détermination des tueurs de ne cesser avec leur activisme qu'après nous avoir exterminés.»⁴ Ce groupe ethnique formule des accusations contre certains leaders de la communauté *Nande*.

⁴ Lettre de la communauté Hutu du Territoire de Lubero, Goma, le 14 novembre 2016, p. 3.

I.2.2. Les raisons liées à la protection de la terre

Au Nord-Kivu, les mouvements des populations et l'identité ne sont venus que s'ajouter à une dynamique des conflits déjà assez fixée autour de certains déterminants majeurs telles que la raréfaction des terres utiles, la mauvaise gouvernance interne à la RDC, la cupidité des intervenants dans le foncier et d'autres sortes de mésententes autour de l'enjeu foncier (Interpeace et al., 2015 : 35).

I.2.3. Les raisons de survie

Les groupes armés opérant en Territoire de Lubero tirent leurs ressources financières et matérielles de principaux moyens suivants : l'exploitation des minerais, le commerce des minéraux, les impôts, l'élevage, l'agriculture, le commerce, le contrôle de la traversée des cours d'eau, la contrebande, le pillage, la prise d'otages et rançons. Il y a également le mercenariat ou location des services par des particuliers désireux de régler des comptes à certaines catégories des personnes.

II. Les conflits identitaires en Territoire de Lubero : convergences et divergences des acteurs

Les explications des conflits identitaires entre les *Nande* et les *Hutu* sont truffées de divergences et de convergences. Les acteurs présentent des faits selon leurs lunettes ou leurs statuts.

II.1. Origines et/ou causes des conflits identitaires : la lecture des autorités territoriales

Au cœur de la conflictualité, c'est l'accès aux champs ainsi que l'insécurité persistante à Miriki et la présence des FDLR aux environs de 20 km de Luofu. Miriki et Luofu, deux contrées où se sévissent les conflits identitaires, ont jadis été habités par les *Nande*. L'arrivée récente des *Hutu* dans cet espace s'est réalisée en trois étapes :

- La première vague s'est effectuée le 05 janvier 2011 et a installé 238 personnes ;
- La deuxième vague s'est effectuée le 19 janvier 2011 et le nombre de déplacés dans le camp a atteint 3020 personnes ;
- La troisième a amené le chiffre de 388 personnes dans le camp des déplacés.

De façon globale, les déplacés *Hutu* arrivent progressivement à Luofu le mercredi de la semaine, jour du marché. Ils bénéficient des services de leurs frères, rentrent clandestinement à Goma ou Masisi en vue de les sensibiliser à venir dans les camps des déplacés implantés à Miriki.

Dans ce camp, on a noté la présence de deux combattants FDLR : Messieurs Rutwa Mbaraga Bagari et Sebasore Basabose. *Grosso modo*, la question des terres et l'afflux massif des déplacés sont à la base des conflits identitaires à Miriki et à Luofu.

II.2. Les perceptions des chefs coutumiers et des chefs terriens *Nande* Bakama

Les *Bakama* ont leurs perceptions des mouvements des populations d'expression rwandaise dans la Chefferie de Batangi particulièrement à Miriki et à Luofu. Selon eux, les déplacés *Hutu et Tutsi* sont arrivés dans les Chefferies des Bamate et des Batangi en 1963. Ce fut la période de la guerre dénommée Kanyarwanda au Rwanda.

Une autre vague est respectivement arrivée en 1981 et en 1995. Cultivateurs, les *Hutu* sont arrivés en quête des champs arables. Éleveurs, les *Tutsi* avaient besoin des pâturages. Installés, ils ont pratiqué l'élevage sur les collines de la Chefferie des Batangi.

En 1993, pendant la guerre des combattants *Ngilima* en provenance du Territoire de Walikale, ces déplacés d'expression rwandaise ont pris la fuite. Jour pour jour, ils ont passé plus de 17 ans en dehors de la Chefferie des Bamate et des Batangi. Or, selon la coutume *Nande*, quand un vassal totalise plus de trois ou cinq ans sans payer la redevance coutumière « *le Ngemu* » au chef terrien, le champ lui est ravi et est automatiquement confié à une autre personne qui le désire.

Bien plus, on peut remarquer que le nombre des déplacés revenus et réclamant des terres s'est considérablement accru dans une zone où opèrent paradoxalement des *Mai-mai* et des FDLR. Ces derniers règnent en maîtres et ne cessent d'interférer.

Pourtant, la procédure d'acquisition des terres chez les Batangi et les Bamate repose sur une gouvernance foncière particulière englobant une gamme de principes et d'acteurs.

- En premier lieu, on note les *Basoki*. Ce sont ceux qui attribuent des champs à ceux qui en manifestent le désir, c'est-à-dire les cultivateurs. Ces derniers s'engagent à payer auprès des *Basoki* le « *Ngemu* » ou tribut en français.

- En deuxième lieu, interviennent les *Bakama* ou chefs terriens. Ils établissent des contrats de vassalité. Ainsi, les différents vassaux doivent payer une redevance annuelle aux chefs terriens.
- En troisième lieu, les *Bami* reçoivent de la part de leurs *Bakama* des redevances coutumières. En outre, quand un cultivateur ne paie plus son tribut ou sa redevance pendant une période de trois ans, il perd automatiquement son droit d'avoir accès au champ.

Dans ce cas, le chef terrien, selon la coutume *nande*, peut attribuer son champ à un autre cultivateur qui pourra s'acquitter de ses devoirs coutumiers vis-à-vis des chefs terriens. Les anciens cultivateurs et vassaux, qui sollicitent à nouveau des champs, doivent procéder aux nouvelles négociations avec leurs *Basoki* ou *Bakama* en vue d'accéder à la terre. Cela ne se fera pas nécessairement sur les anciens champs étant donné que ceux-ci ont déjà été édées par un contrat de vassalité après le non-paiement des tributs et redevances coutumiers.

II.3. La lecture des Agents du Service du Cadastre

Alors que la Constitution stipule que la RDC est une et indivisible, dans le mental paysan et plus particulièrement au Kivu montagneux, le territoire national est constitué des portions de terre, des collines et des enclaves héritées des ancêtres appartenant à des familles, des lignages, des clans et des communautés ethniques.

Ces multiples territoires sont gérés par des « *aînés* » ou de « *chefs* » (*Bami*) à des degrés divers selon les principes coutumiers et traditionnels. Patrimoine groupal ou communautaire, chacun de ces « *territoires* » n'est pas la propriété privée de l'aîné ou du chef qui en disposerait comme il l'attend ; mais une propriété collective mise à la disposition des membres du groupe ou de la communauté ainsi que des « *étrangers* » y résidant. Ces derniers comme les premiers sont tenus au respect des obligations coutumières -tributs, redevances-. Il convient néanmoins de souligner qu'avec l'évolution des temps, les abus ont été observés. En effet, il arrive aux chefs coutumiers d'aliéner la terre ou de la refuser à telle ou telle autre personne pour diverses raisons (Mwaka Bwenge, 2003 : 104).

L'organisation foncière en droit coutumier *Nande* est étroitement liée à sa structure socio-politique. Cette dernière est, d'une manière *descrescendo*, constituée du '*mwami*' -chef coutumier-, des '*bakondi*' -premiers occupants-, des '*bakama*' -chefs terriens-, des '*basoki*' -vassaux- et des '*baghunda*' -simples locataires de terre-. En effet, si la terre appartient à la communauté

représentée par le ‘*Mwami*’, elle est toutefois divisée entre les lignées représentées par les ‘*Bakama*’ qui, à leur tour, concèdent des collines à un certain nombre de familles, représentées par les ‘*basoki*’ (Mulendevu Mukokobia, 2013 : 108).

Le contexte de la lutte contre le contrôle des terres en Territoire de Lubero est celui où prévaut le pluralisme juridique en matière de régulation du foncier. D’un côté, la terre est gérée par le droit foncier positif, de l’autre intervient le droit coutumier. La justice de l’État existe ; cependant, elle ne représente qu’une voie possible. Ainsi, les intervenants dans le secteur foncier au sud du Territoire de Lubero sont au carrefour de deux ordres. Cette dualité ouvre une brèche aux agents du cadastre qui manipulent les dispositions au gré de leurs intérêts.

En effet, nos enquêtes ont révélé que l’État accuse de nombreuses faiblesses à sécuriser les titres fonciers et l’accès de tous de manière équitable. A ce sujet, ses services spécialisés sont insouciants aux différents problèmes lui exposés. On note également la spoliation des terres par les services étatiques. Ces derniers délivrent même des permis d’exploitation minière sur les terres exploitées par les paysans. La corruption des agents du cadastre ainsi que le trafic d’influence pèsent également de leurs droits. Les terres des populations pauvres sont facilement confiées aux riches par l’État. Il y a enfin le désordre dans le service de cadastre qui tolère la superposition des titres fonciers.

III. Des acteurs et manifestations

Les populations du sud du Territoire de Lubero considèrent que les *Hutu* se sont forgés l’identité ‘*Hutu-Nande*’ pour justifier leur droit à la terre dans la contrée. Le lieu de provenance de ces réfugiés « *Hutu-Nande* » est aussi controversé. Eux disent venir de Masisi, tandis que les *Nande* pensent qu’ils viennent directement du Rwanda. Nous sommes des retournés venant du Masisi, mais pas du Rwanda⁵, disait une femme *hutu*.

À cette catégorie d’acteurs s’ajoutent les communautés locales essentiellement constituées des *Nande*. Pour ceux-ci, la terre revêt une haute valeur symbolique. Elle est un héritage des ancêtres et ne peut être vendue. Si au départ, les *Nande* reconnaissent la présence de quelques sujets *Hutu* dans la contrée de Luofu et Miriki, ils n’y ont été qu’à titre d’ouvriers venus travailler dans des champs et fermes. Ce faisant, les *Nande* ne comprennent donc pas les arrivées massives de soi-disants déplacés *Hutu* venant des Territoires de Masisi

⁵Femme *hutu*, FGD Luofu à Kayna, le 26 août 2014,

et de Rutshuru. Cette migration des *Hutu* est quasi-suspecte dans ces contrées et apparaît comme une stratégie maléfique d'occupation des terres. A cette suspicion se greffe l'activisme des FDLR qui s'y mêle en tentant de protéger les *Hutu*. Les dés de la confrontation armée sont donc jetés.

III.1. Le rôle des groupes armés dans les conflits identitaires

Cette section examine la contribution des groupes armés à l'exacerbation des conflits entre les *Nande* et les *Hutu* en Territoire de Lubero.

III.1.1. Le rôle des groupes armés locaux

Plusieurs groupes armés locaux opèrent en Territoire de Lubero. Cependant, les plus grands groupes armés ayant joué des rôles dans les conflits identitaires entre les *Nande* et les *Hutu* en Territoire de Lubero sont : les *Mai-mai Mazembe* et les FDLR. Les *Mai-mai Mazembe* sont un groupe qui est né en 2016. En novembre 2015, alors que les FDLR régnaient encore au sud du Territoire de Lubero, le Village Miriki a connu l'arrivée massive des déplacés venant essentiellement de la Chefferie de Bwisha en Territoire de Rutshuru. Ces derniers tentaient d'échapper à l'insécurité grandissante qui sévissait dans ce Territoire situé à proximité de la Ville de Goma. Les déplacés majoritairement *Hutu* ont été reçus par la base locale de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo. Cette dernière leur a cédé une partie de son camp militaire. Paradoxalement, sur la colline abritant le camp, on pouvait remarquer le fonctionnement d'un camp des militaires des FARDC. Cette proximité des camps des « *soldats de la paix* », des FARDC et des déplacés a alimenté les rumeurs faisant état d'une installation forcée des populations rwandophones dans cette contrée.

En effet, quelques années auparavant, sur les collines ouest de Luofu, à quelques kilomètres de Miriki, de centaines des personnes de l'ethnie *Hutu* dites « *retournées de guerre* », car prétendant revenir en vue de réoccuper leurs terres perdues en 1996, étaient déjà installées avec la complicité de certaines autorités provinciales et nationales. Parmi ces dernières, nombreuses sources ont cité l'honorable Robert Seninga, actuellement Président de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu et un des leaders de l'ethnie *Hutu*. D'ailleurs, au cours d'une mission d'enquête parlementaire dépêchée à Miriki en 2016, certains déplacés ont dit à l'honorable Robert Seninga : « *N'est-ce pas que c'est vous qui nous avez encouragés à venir ici. Vous êtes responsable des souffrances que nous endurons.* »

A l'arrivée des déplacés, les FDLR étaient préalablement actifs dans cet espace. Ils se sont camouflés dans le rang de ces nouveaux venus. Dès lors, opérer la distinction entre les civils et les militaires paraissait de plus en plus difficile. Plusieurs contrées telles que Luhanga, Kalevya, Kasiki et Kyuto ont connu une présence massive des populations *Hutu*. Ce faisant, tous les autochtones *Nande* étaient de plus en plus menacés. Ils étaient déguerpis ou alors obligés de se soumettre au nouvel ordre imposé par les nouveaux venus. Pour rappel, lorsque la MONUSCO a facilité la construction des camps des déplacés dans cette zone, les chefs coutumiers de Miriki ont contesté cette activité. Ces derniers se sont dits favorables à l'hébergement des déplacés dans les familles d'accueil. La MONUSCO et ses partenaires ont fait fi et ont préféré l'érection des camps. L'hypothèse d'après laquelle le rassemblement des déplacés aurait facilité la planification des violences reste soutenue par nombreux enquêtés. Au fur et à mesure que les violences se sont accentuées, les populations *Nande* affirment avoir remarqué l'implication des FDLR dans ces affrontements.

Alors qu'avant l'arrivée des déplacés, les populations *Nande* cohabitaient avec les FDLR, les rapports se sont considérablement modifiés dès l'érection des camps des déplacés *Hutu*. Outre la récolte arbitraire des vivres dans les champs des *Nande*, les personnes qui ont essayé de résister ont été tuées. Bien plus, certains Chefs des Localités ont péri dans ces violences. A titre illustratif, les Chefs issus des familles Murandya et Muharamba III -Chefs de Localité Mulinde et de la Localité Busanga de Walikale, ce dernier aussi réfugié à Miriki-qui essayaient de défendre leur population la nuit du 06 au 07 janvier 2016 de 23 heures à 4 heures de matin. Dans un village de tout au plus 3 collines avec la MONUSCO et les FARDC, un massacre en armes à feu et blanches dure 5 heures de temps sans secours avec un total de 18 morts dont 8 adolescents, 3 bébés et 7 adultes.

C'est dans ce contexte que sont nés les *Mai-mai Mazembe*. Il s'agit d'un groupe dont l'ambition affichée était de vouloir faire face aux FDLR qui occupaient le sud du Territoire de Lubero. Ce groupe armé avait comme motivation principale la protection des terres des *Nande*, considérées comme un patrimoine hérité des ancêtres. Comme la terre est un référent identitaire chez les *Nande*, elle doit être protégée et fortement défendue. Bien fortement symbolique, elle est l'objet de plusieurs expressions surchargées des sens telles que « *Ekitaka ni mbimbita* », c'est-à-dire la terre est une casserole. Cette dernière doit être surveillée et ménagée, car c'est d'elle dont dépend la

nourriture. Fort de menaces d'occupation des terres *Nande* par les déplacés *Hutu*, les *Mai-mai Mazembe* se sont donné la mission de contrer ce risque d'invasion des terres au sud-ouest du Territoire de Lubero.

Au départ, ce groupe armé était constitué de onze combattants non identifiés. Ils sont venus de Kimaka, une Localité située dans le Territoire de Lubero. D'abord, se faisant passer pour des *Mai-mai Kyaghandanda Yira*, ces derniers ont rapidement changé d'appellation et sont devenus des *Mai-Mai Mazembe*. Ce nom *Mazembe* est celui d'un grand club congolais fondé en 1946 à Lubumbashi. Il est réputé pour avoir remporté plusieurs victoires tant en République Démocratique du Congo qu'en Afrique. C'est certainement cette réputation de vainqueur qui a poussé ces miliciens à emprunter cette appellation.

La violence que ces *Mai-mai Mazembe* ont imposée dans la zone a dissuadé les FDLR qui se battaient aux côtés des *Hutu*. L'invulnérabilité, démontrée face aux assauts des FDLR pourtant bien armés, a poussé les déplacés *Hutu* à prendre la fuite. Ils ont ainsi libéré la contrée de Luofu et se sont dirigés vers les Territoires de Rustshuru et de Masisi. Plus d'une dizaine des combattants FDLR ont été tués par les miliciens *Mai-mai Mazembe* aux stratégies magico-mythologiques.

Outre ces actions sanguinaires, ce groupe s'est parfois livré aux pillages et à d'autres actes ignobles. En termes de recrutement, ce groupe armé recrute ses combattants parmi les jeunes des communautés locales. La campagne de recrutement est officieusement appuyée par certains chefs leaders *Nande*. En effet, le mode opératoire des *Mai-mai Mazembe* a séduit plusieurs leaders communautaires. Ils ont même encouragé les jeunes *Nande* à rejoindre ce groupe. D'après ces leaders, ce groupe aurait atteint trois objectifs. D'abord, protéger les populations *Nande* contre les *Hutu*. Ensuite, contrer la menace d'occupation des terres. Enfin, assurer la sécurité des populations *Nande* contre les tracasseries des Forces Armées de la République Démocratique du Congo. C'est donc un phénomène d'instrumentalisation des groupes armés par les différents leaders communautaires qui a été observé au sud du Territoire de Lubero.

On tient bien largement de Julien Paluku Kahongya (2016 : 69) : « *L'instrumentalisation consciente ou mieux inconsciente de ces fibres ethniques a laissé un souvenir douloureux dans la mémoire collective des populations du Nord-Kivu.* » Parallèlement, l'instrumentalisation et la manipulation des groupes armés par les leaders politiques ont été bien également démontrées. Dans la conflictualité entre les *Hutu* et les *Nande*, les

acteurs politiques ont exacerbé l'antagonisme ethnique en véhiculant des messages haineux. Tel est le cas de l'honorable Sénateur Venant Tshipasa, un notable *Nande* qui, en plein marché de Luofu, le 20 juillet 2016 à Luofu à 13 h 00 a déclaré ce qui suit en langue locale (*Kinande*) : « *Munashy'omusyo kwe ? Mwamaby'ow'abani'ikane mutimb'omo bisake mw'eyo, isi mwakwa'obuba. Abo bo batsungi betu, kusangwa adui take naye* », c'est-à-dire, « connaissez-vous le langage en parabole ? Si vous remarquez que des bandits circulent dans votre entourage, n'ayez pas peur. Ce sont eux qui vous protègent, car l'ennemi est encore parmi nous. »⁶ Cet acteur politique *Nande* faisait ainsi allusion aux *Mai-mai Mazembe* dont la présence à Luofu était la garantie de la protection des *Nande* contre les *Hutu* considérés ici comme ennemis. Au cours de cette même adresse, ce politicien de l'ethnie *Nande* a demandé aux *Nande* habitant la contrée de pouvoir fournir de l'aide aux miliciens *Mai-mai Mazembe* qu'il a présentés comme étant les véritables remparts contre les attaques des miliciens *Hutu*.

En effet, cet épisode de conflits entre les *Nande* et les *Hutu* a été largement capitalisé par les acteurs politiques en termes de séduction des membres des groupes ethniques. Alors que certains leaders politiques *Hutu* ont dénoncé les tueries contre les leurs, les leaders *Nande*, par contre, ont appelé les leurs à l'autodéfense. En fait, le Major Shamamba des Forces Armées de la RDC a arrêté quatre leaders communautaires *Nande*, le 29 septembre 2009 à Luhanga pendant qu'ils tenaient une réunion politique suspecte. Ces leaders sont Paluku Mbakaniaki, Kambale Kapitula, Kambere Sikiliza et Kakurusi. Ils auraient été accusés de planifier des massacres contre les populations *Hutu*. Le contexte de Miriki est celui d'un espace où les acteurs politiques s'appuient sur les discours identitaires en vue de tenter de se rendre populaires.

En novembre 2015, les leaders de la Communauté *Hutu*, parmi lesquels Monsieur Baraturwango Jean-Baptiste, ont publié une liste reprenant les noms de plusieurs personnes de l'ethnie massacrées par les *Mai-mai Mazembe*. Nous en avons fait allusion dans les pages précédentes.

⁶ Lettre de la communauté Hutu du Territoire de Lubero intitulée *L'heure a sonné ! Les massacres à répétition et les caractères nettement génocidaires planifiés, organisés et toujours en cours d'exécution contre les Bahutu Congolais dans notre contrée du sud du Territoire de Lubero : Appelle l'Urgence de notre évacuation* ici déclarée à Monsieur le Chef de Bureau de la MONUSCO, le 07 novembre 2016.

III.1.2. Le rôle des groupes armés étrangers

Au lendemain du génocide rwandais de 1994, plus de deux millions de *Hutu* rwandais se réfugièrent dans les pays voisins, la majorité d'entre eux en RDC (Zaïre). La plupart des réfugiés étaient des civils ordinaires, menés par leurs anciens dirigeants, des fonctionnaires, une grande partie des Forces Armées Rwandaises (EX-FAR) et un grand nombre des miliciens Interahamwe.

En mars 1995, un groupe de responsables militaires dont un certain Nzavahimana décida de créer le Rassemblement pour le retour des Réfugiés Rwandais (RDR). L'objectif consiste à travailler pour l'avènement d'un Gouvernement à majorité *Hutu* au Rwanda. Cependant, ce groupe sera considérablement affaibli par l'Armée Patriotique-Rwandaise appuyée par les combattants de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/ Zaïre en mai 1996.

En 1997, les survivants du Rassemblement pour les Réfugiés Rwandais (RDR) ont mis en place l'Armée de Libération du Rwanda (ALIR). Cette dernière a été scindée en plusieurs factions en tenant compte de la localisation des combattants. Les groupes qui ont continué les opérations dans l'est de la RDC sont devenus des ALIR-I, tandis que ceux localisés à l'ouest de la RDC, dans une partie de la République du Congo, de l'Angola, du Burundi et de la Tanzanie ont porté l'appellation d'ALIR-II.

La dénomination Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) émane de la conception des combattants d'une antenne fonctionnant à l'ouest. Initialement, ses membres se limitaient aux Rwandais qui avaient combattu aux côtés du Gouvernement de la RDC après 1998 lors de la Seconde guerre du Congo. A l'est de la RDC, les rebelles rwandais opposés au Gouvernement du Rwanda ont continué sous la bannière de l'ALIR (ALIR-I) jusqu'au début de 2002. Au début, ils ne reconnaissaient pas le nouveau Gouvernement qui, de leur point de vue, n'était pas réellement un groupe d'intérêt rwandais, mais un mouvement suscité par le Président de la RDC d'alors Laurent Désiré Kabila. Ils ont changé de position quand le Gouvernement des États-Unis ajouta l'ALIR à la liste de organisations terroristes en décembre 2001. Les branches militaires et civiles des FDLR furent partiellement séparés en septembre 2003 au moment où fut créée la branche armée : les Forces combattantes *Abacunguzi* (FOCA) (Romkema, 2007 : 10).

Au-delà de la poursuite de leurs objectifs officiels consistant au renversement du régime rwandais dirigé par Paul Kagame, les FDLR se battent afin de

survivre économiquement. Ainsi, s'adonnent-ils à l'exploitation des minerais, au commerce des minerais, à l'extraction d'impôts, à l'élevage, à l'agriculture, au contrôle de la traversée des cours d'eau, aux pillages, à la prise d'otages et demande de rançons et aux cultures pérennes. Dans nombre de ces situations, les FDLR opèrent par l'entremise des collaborateurs congolais avec qui ils partagent les dividendes. En cas de trahison des collaborateurs, les FDLR recourent régulièrement aux tueries des partenaires infidèles.

A *contrario* à ce qui précède, l'intervention des FDLR dans les conflits entre les *Nande* et les *Hutu* est liée à deux raisons. D'abord, leur homogénéité ethnique avec les populations *Hutu* vivant en Territoire de Lubero. Ensuite, le mercenariat mu par le mercantilisme. La population avait déjà vécu longtemps avec les FDLR et connaissait plusieurs d'entre eux. Mais, certains commençaient à se retrouver aussi dans le camp des déplacés de Miriki. Ils prétendaient être des déplacés. Ils commençaient à prendre par force les récoltes dans les champs et tuaient même les résistants. Mais, bien avant ces atrocités, le Village de Miriki, épice de violences, a connu des arrivées successives des déplacés *Hutu*. Voici les trois principales vagues d'arrivée des déplacés *Hutu* dans cette zone.

La première vague a lieu le 19 janvier 2011 et amené 238 personnes. La deuxième s'est effectuée en mai 2011 ; ceci a accru le nombre des déplacés à 302 personnes. La troisième vague a alourdi les effectifs et on a noté 388 personnes dans le camp des déplacés. Pendant ce temps, certains de ces déplacés étaient soupçonnés de faire appel aux leurs restés à Masisi et dans d'autres contrées de la partie Petit-Nord de la Province du Nord-Kivu.

C'est ainsi qu'un groupe d'hommes organisés vers le Village de Kimaka et qui pourchassait déjà les FDLR, s'est vu renforcé par les jeunes de la région pour défendre leurs intérêts parce qu'au même moment que cela se passait à Miriki, ceux des collines de Luofu commençaient aussi à dominer parallèlement les habitants autochtones. On raconte que ce groupe d'hommes de Kimaka étaient onze au début et non identifiés. Ils se sont alors donné le nom de *Mazembe* -en référence à une équipe de *football* sur terrain de jeu- pour perdre tout enquêteur qui pouvait vouloir savoir beaucoup sur eux. Il faut noter qu'au début, *Mazembe* était connu sous l'appellation de « *Kyaghanda Yira* ». Pour éviter cette connotation tribale et la confusion avec l'ASBL, l'Association Culturelle dénommée *Kyahanda Yira*, les initiateurs ont résolu de qualifier ce groupe armé « *Mazembe* ».

C'est alors que ces déplacés, voyant comment les FDLR étaient en train de tomber et être éliminés sérieusement, ont vu que leur espoir (rêve) devenait illusoire et ont abandonné et fui vers le Masisi. Mais le mouvement reste et s'est considérablement métamorphosé. La contribution des FDLR aux violences qui ont ensanglanté l'espace de Luofu peut être résumée à deux aspects.

Le premier ressort de l'appui psychologique. Dans les velléités de conquête d'espaces par les *Hutu*, la présence des FDLR s'est avéré un atout important. Le partage de la langue ainsi que les liens culturels ont vite rapproché les déplacés civils des combattants FDLR. Ces derniers se sont rapidement approprié la lutte des *Hutu* pouvant se résumer par l'avidité des terres. C'est donc un phénomène de solidarité ethnique qui explique en partie l'intervention des FDLR dans les conflits identitaires entre les *Nande* et les *Hutu*. Le deuxième se rapporte à la logistique et aux techniques de combat. Les FDLR sont des combattants de longue date dont l'histoire remonte aux éléments de déboulonnage du régime de l'ex-Président rwandais Habyarimana.

Tableau 2. Les armes des FDLR

Les armes des FDLR	
AK-47	Armes individuelles
Grenades à main	Chaque combattant a au moins un pistolet et généralement quelques grenades. Chaque unité dispose d'au moins une mitrailleuse et d'un RPG.
M-16	
FARI	
MOVE	
PICA M	
Mitrailleuse (divers)	
RPG	Chaque bataillon
Canon 82 MM	
Canon 107 MM	
Mortier 60 MM	
	Et parfois les armes plus lourdes

Source : Hans Romkema, juin 2007, p. 47.

Il ressort de cette présentation que les FDLR disposent d'équipements plus modernes que ne posséderaient les *Mai-mai Mazembe*. On peut donc se poser la question de savoir comment ce groupe a réussi à déloger les FDLR de la contrée de Luofu. A ce sujet, on peut mentionner deux hypothèses. La première est liée à la peur que suscite le mythe de l'invulnérabilité des combattants *Mai-mai*

Mazembe. Ils font croire qu'ils sont invincibles, ce qui effraie leurs adversaires. Cette mythologie a bel et bien fonctionné durant les affrontements entre les FDLR et les *Mai-mai Mazembe*. La deuxième hypothèse est relative à un certain appui que les *Mai-mai Mazembe* auraient reçu de certains éléments des FARDC opérant dans cette zone. S'étant rendus compte que certains combattants *Hutu*, quoique bien armés, ont succombé aux violences leur perpétrées par les miliciens *Mai-mai Mazembe*, les déplacés *Hutu* ont quitté Miriki et Luofu.

Dans un contexte chaotique, il n'est pas exclu que l'abâtardissement de la violence politique -logique paradoxale de la guerre civile- débouche sur une violence privée ou violence de droit commun. Quant à la violence ethnique, lorsqu'elle existe, elle n'a pas pour vocation la conquête du pouvoir d'État. Bien au contraire, elle est la conséquence des menaces graves, directes ou indirectes, contre les intérêts vitaux des communautés ethniques. Elle se limite à la demande d'accès aux droits économiques, sociaux et culturels, au droit à la paix et au développement (Mwaliya Tshiyembe, dans Ngoie Tshiyembe, 2013 : 56).

Conclusion

On retient que les groupes armés ont diversement aggravé les conflits identitaires en Territoire de Lubero. L'historicité de l'existence et de l'intervention des groupes armés ne sont pas les mêmes. Alors que les FDLR se sont saisis d'une opportunité offerte par les *Hutu* manifestant l'avidité des terres, les *Mai-mai Mazembe*, par contre, doivent leur existence à ces conflits identitaires. Si les FDLR ont renforcé la lutte des *Hutu* par l'utilisation des armes à feu et l'expérience de conduite des combats, les *Mai-mai Mazembe* ont dû, par contre, vendre le mythe de d'invincibilité.

Cette étude ne prétend pas être une recherche exhaustive sur l'activisme des groupes armés et les conflits identitaires au Nord-Kivu. Elle n'a porté que sur une partie du Territoire de Lubero. Sur le plan géographique, le Territoire de Lubero n'est qu'un seul sur les six que compte la Province du Nord-Kivu. Du point de vue des acteurs en conflit, seuls deux groupes ethniques ont pris part aux violences. Or, il pourrait y avoir des territoires où les violences ont été l'œuvre non seulement de plusieurs groupes ethniques et où la conflictualité aurait été plus importante et rendue plus complexe que l'enchevêtrement des événements.

Nonobstant le caractère réduit du terrain d'investigation, cette recherche s'est plutôt inscrite dans une logique informative pouvant déboucher sur la mise en place d'un processus destiné à engager les populations civiles dans une

recherche-action sur les conditions d'une paix durable au sud du Territoire de Lubero. Elle peut servir de catalyseur pour amorcer des réflexions sur les postes d'amélioration de la qualité de la gouvernance foncière en milieu rural. Une démarche analogue peut également être entreprise en ce qui concerne non seulement la cohabitation pacifique, mais aussi l'instrumentalisation des groupes locaux et ceux étrangers par des acteurs divers engagés dans les compétitions identitaires.

C'est au croisement de ces différents angles que cette recherche se range parmi les études focalisées sur le processus de reconstruction de la paix dans les États fragiles. Elle n'en constitue qu'un pas parmi tant d'autres à parcourir. Les informations recueillies et analysées permettent d'affirmer que les groupes armés FDLR ainsi que les *Mai-mai Mazembe* ont exacerbé les conflits entre les *Nande* et les *Hutu* en y apportant le maniement des armes pour les uns et la terreur magico-mythologique pour les autres. Cet épisode conflictuel s'est non seulement greffé sur un terreau de mauvaise gouvernance foncière, mais également sur une prédisposition à l'instrumentalisation des fibres ethniques dans un contexte de réduction significative des capacités de l'État congolais à la lisière du chaos institutionnel. L'autre paire de manche, ce sont les acteurs politiques et les leaders communautaires. Si les premiers ont saisi cette opportunité en vue d'influencer les groupes ethniques dont ils sont membres, les seconds, par contre, ont carrément encouragé les leurs dans leurs luttes.

Bibliographie

BERGEZAN, Georges et ZEEBROEK, Xaxier (dir.), *Armes légères à l'est du Congo. Enquête sur la perception de l'insécurité*. Bruxelles, Editions CRIP, 2011.

CHATAIGNER, Jean-Marc et MAGRO, Hervé (dir.), *États et sociétés fragiles Entre conflits, reconstruction et développement*. Paris, Éditions Karthala, 2007. *Conflits locaux et stratégie de tension*. En ligne dans <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/052132.p>,

CRAWFORD YOUNG, *Introduction à la politique congolaise*. Bruxelles, Éditions universitaires du Congo, 1965.

CROZIER, Michel et FRIEDBERG, Erhard, *L'acteur et le système*. Paris, Seuil, 1977.

DION, Stéphane. *Erhard Friedberg et l'analyse stratégique*, dans *Revue française de science politique*, 1993, n°6, p. 994-1008. En ligne

[;https://www.persee.fr/doc/AsPDF/rfsp_0035-](https://www.persee.fr/doc/AsPDF/rfsp_0035-2950_1993_num_43_6_394797.pdf)

[2950_1993_num_43_6_394797.pdf](https://www.persee.fr/doc/AsPDF/rfsp_0035-2950_1993_num_43_6_394797.pdf), téléchargé le 17 avril 2020.

FATAKI LUHINDI, Pierre Georges, *Visages nande Gabriel Kaitenga, Romain Matokeo et Peruzi Muhindo*. Essai biographique. Paris, L'Harmattan,

dans : [http://www.editions-](http://www.editions-harmattan.fr/catalogue/couv/aplat/9782343119410.pdf)

[harmattan.fr/catalogue/couv/aplat/9782343119410.pdf](http://www.editions-harmattan.fr/catalogue/couv/aplat/9782343119410.pdf)

Femme hutu, FGD Luofu à Kayna, le 26 août 2014.

FRANCART, Loup et PATRY, Jean-Jacques, *Maîtriser la violence. Une option stratégique*. 2^e édition. Paris, Economica, 2002.

GROUPE D'ETUDE SUR LE CONGO, *Congo, l'oublié Les chiffres derrière la plus longue crise humanitaire en Afrique*, Août 2019 ; En ligne dans :

www.congoresearchgroup.org, téléchargé le 05 mai 2020.

INTERPEACE, *Manipulation des identités et stéréotypes. Enjeux et défis pour la paix dans la région des Grands-Lacs. Programme régional pour la consolidation de la paix dans la région des Grands-Lacs*, octobre 2013.

INTERPEACE et alii, *Terre, pouvoir, mouvements de population et identité. Du local au régional, la grimpe d'échelle des conflits*, mai 2015.

Lettre de la communauté Hutu du Territoire de Lubero. L'heure a sonné ! Les massacres à répétition et les caractères nettement génocidaires planifiés, organisés et toujours en cours d'exécution contre les Bahutu Congolais dans notre contrée du sud du Territoire de Lubero : Appelle l'Urgence de notre évacuation ici déclarée à Monsieur le Chef de Bureau de la MONUSCO, le 07 novembre 2016.

Lettre de la communauté Hutu du Territoire de Lubero, Goma, le 14 novembre 2016.

LISSENDJA BAHAMA, Tabin, *Conflits armés et représentativité ethnique au Nord-Kivu en République Démocratique du Congo*,

[URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2017.v13n23p393](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2017.v13n23p393).

MARSAN, Christine, *Gérer les conflits de personnes de management d'organisation*. Paris, Dunod, 2005.

MULENDEVU MUKOKOBIA, Richard, *Pluaralisme juridique et règlement des conflits fonciers en République Démocratique du Congo*, L'Harmattan, Paris, 2013

MUMBERE MISUGHO, Pascal et al., *RD.Congo, la prédation des ressources naturelles du Grand Nord-Kivu (1996-2010)*. Bruxelles, Editions Scribe, 2017.

MWAKA WENGE, *La nationalité en R.D. Congo: Tremplin, gratification ou sanction? Appel pour une nationalité bien comprise*. Kinshasa, CEP, 2003.

MWAYILA TSHIYEMBE, *Conflits armés, identités ethniques, ressources naturelles en RDC : approche stratégique-polémologique et voie de sortie de la guerre*, dans NGOIE TSHIEME, Germain (dir), *Identités, ressources naturelles et conflits en RDC. Défis méthodologiques et voies de sortie ?* Paris, L'Harmattan, 2013.

NEUFELDT, Reina et alii, *Edification de la paix: un manuel de formation Caritas*, Caritas Internationalis, 2002.

NZEREKA MUGHENDI, Nissé, *Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre*. Bruxelles, Editions P.I.E. Peter Lang, 2011.

ONU, *Rapport du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République Démocratique du Congo*, S/2009/603.

PALUKU KAHONGYA, Julien, *Le Nord-Kivu entre démocratie et guerres. Éléments des mémoires de Julien Paluku Kahongya*. Kinshasa, Médias Paul, 2016.

PLANE, Jean-Michel, *Théorie des organisations*. 4^{ème} édition. Paris, Dunod, 2013

POURTIER, Roland, *Ressources naturelles et fragilités de l'État : quelques réflexions à propos de l'Afrique centrale*, dans CHATAIGNER, Jean-Marc et MAGRO, Hervé (dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*. Paris, Editions Karthala, 2007.

POURTIER, Roland, *Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux*, dans *EchoGéo* [En ligne] dans : <http://journals.openedition.org/echogeo/10793>; DOI : 10.4000/echogeo.10793

ROMKEMA, Hans, *Opportunités et contraintes relatives au désarmement et au rapatriement des groupes armés étrangers en République Démocratique du Congo. Cas des FDLR, FNL et ADF/NALU*, juin 2007.

RUSAMIRA, Étienne, *La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu : une réflexion prospective*, dans *Afrique contemporaine* (2003/3) n° 207, p. 147-163. DOI : 10.3917/afco.207.0147. URL : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-3-page-147.htm>,

THUAL, François, *Méthodes de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*. Paris, Ellipses/édition marketing, 1996.

Van CAMPENHOUT, Luc, MARQUET, Jacques et al., *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris, Dunod, 2017.

VIRCOULON, Thierry, *Reconstruire l'État de droit, le système de sécurité ou les forces de sécurité ? Dilemmes et paradoxes de la réforme du secteur de la*

sécurité, dans CHATAIGNER, Jean-Marc et MAGRO, Hervé (dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*. Paris, Éditions Karthala, 2007.